



**BANQUE DE LA REPUBLIQUE  
DU BURUNDI**

**RAPPORT DU COMITE DE  
POLITIQUE MONETAIRE**

**N° 3/2014**

**2<sup>ème</sup> Trimestre 2014**



## TABLE DES MATIERES

<b>LISTE DES ACRONYMES.....</b>	<b>2</b>
<b>1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL.....</b>	<b>6</b>
1.1. Croissance du PIB mondial.....	6
1.2. Commerce mondial.....	8
1.3. Inflation mondiale.....	8
1.4. La politique monétaire dans les pays développés.....	9
1.5. Evolution des principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la Communauté Est Africaine.....	10
<b>2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI.....</b>	<b>14</b>
2.1. Production et prix.....	14
2.2. Secteur extérieur.....	15
2.3. Finances Publiques.....	17
2.4. Secteur monétaire.....	21
2.5. Situation du système bancaire et stabilité financière.....	26
<b>3. CONCLUSION ET MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE.....</b>	<b>33</b>



## LISTE DES ACRONYMES

<b>AEN</b>	: Avoirs Extérieurs Nets
<b>AIN</b>	: Avoirs intérieurs nets
<b>APN</b>	: Autres Postes Nets
<b>BAD</b>	: Banque Africaine de Développement
<b>BCE</b>	: Banque Centrale Européenne
<b>BIF</b>	: Franc Burundi
<b>BRB</b>	: Banque de la République du Burundi
<b>BT</b>	: Bons du Trésor
<b>CEA</b>	: Communauté Est Africaine
<b>CPIA</b>	: Country Policy and Institutional Assessment
<b>EPIN</b>	: Evaluation des politiques et Institutions Nationales
<b>FED</b>	: Federal Reserve
<b>FMI</b>	: Fonds Monétaire International
<b>FPM</b>	: Facilité de Prêt Marginal
<b>INSEE</b>	: Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
<b>ISTEEBU</b>	: Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi
<b>KES</b>	: Shilling Kenyan
<b>M2, M3</b>	: Masse Monétaire au sens large
<b>MBIF</b>	: Million de Francs Burundi
<b>Mds</b>	: Milliards
<b>MUSD</b>	: Millions de dollars américains
<b>MFPDE</b>	: Ministère des Finances et de la Planification du Développement Economique
<b>MID</b>	: Marché Interbancaire de Devises
<b>OCDE</b>	: Organisation de Coopération et de Développement Economique
<b>OPEP</b>	: Organisation des Pays Exportateurs du Pétrole



<b>p.c.</b>	: Pourcentage
<b>PIB</b>	: Produit Intérieur Brut
<b>ROA</b>	: Return On Assets
<b>ROE</b>	: Return On Equity
<b>RWF</b>	: Franc Rwandais
<b>T</b>	: Tonne
<b>TVA</b>	: Taxe sur la Valeur Ajoutée
<b>TZS</b>	: Shilling Tanzanien
<b>UGX</b>	: Shilling Ougandais
<b>USD</b>	: Dollars américains



## RESUME ANALYTIQUE

Ce rapport passe en revue l'évolution de l'environnement économique et financier international, régional et national au cours du deuxième trimestre 2014 ainsi que les perspectives de conduite de la politique monétaire sur le reste de l'année.

Au cours du premier semestre de l'année 2014, l'activité économique mondiale a été moins robuste contrairement aux prévisions, en raison de la morosité qui l'a caractérisée au premier trimestre dans les pays avancés, en particulier aux Etats-Unis.

Toutefois, les projections sur l'ensemble de l'année indiquent un regain de croissance mondiale en raison de la reprise dans les pays développés.

Les économies des pays émergents et en développement ont enregistré un ralentissement de la croissance au premier trimestre 2014, mais font preuve d'un dynamisme économique au deuxième trimestre 2014.

En Afrique subsaharienne, la croissance économique se renforce en raison d'une augmentation de la demande intérieure, de la reprise économique mondiale et de l'accroissement des échanges commerciaux sur le marché international.

L'inflation est restée faible dans les pays avancés. De même, dans les pays émergents et en développement, les taux d'inflation enregistrés tendent à la baisse au cours de la période sous analyse.

Dans la plupart des pays de la Communauté Est Africaine(CEA), il est prévu une croissance économique de plus de 6,0 p.c. en 2014. Au cours du deuxième trimestre 2014, tous les pays de la CEA ont enregistré des taux d'inflation inférieurs au critère de convergence de 8,0 p.c.

Au Burundi, il est attendu une croissance du PIB de 4,7 p.c. en 2014, alors qu'elle était de 4,5p.c en 2013. Cette amélioration de la croissance économique est liée principalement à une bonne production de la campagne café 2014/2015 et aux investissements en infrastructures publiques.



La balance des paiements resterait marquée par un important déficit du compte courant lié à la détérioration du solde de la balance commerciale et à la baisse des transferts courants. A fin juin 2014, les réserves de change représentaient 4,1 mois d'importations s'établissant en deçà du critère de convergence de 4,5 mois fixé dans le protocole de l'Union monétaire de la CEA. Le franc Burundi s'est faiblement déprécié de 0,12 p.c. par rapport au trimestre précédent.

Les finances publiques restent marquées par la rigidité des dépenses à la baisse qui l'emporte sur l'amélioration de la collecte des revenus internes et par la baisse des appuis budgétaires. La dette publique, bien que soutenable, évolue à la hausse en raison des besoins croissants de financement du déficit budgétaire.

A fin juin 2014, la base monétaire a augmenté plus que prévu, dépassant ainsi de 18,4 p.c. le plafond fixé dans le cadre du programme économique et financier. Ce dépassement est lié aux avoirs extérieurs nets qui se sont largement fixés au-dessus de la cible et surtout aux avoirs intérieurs nets qui ont dépassé le plafond suite à l'accroissement de l'endettement net de l'Etat. Il en a résulté un accroissement sensible de la liquidité bancaire qui, à son tour, a entraîné une baisse des taux d'intérêt sur le marché monétaire.

Les indicateurs de la solidité et de la stabilité financière sont globalement satisfaisants. L'activité bancaire a enregistré une légère croissance et les banques disposent d'une capitalisation adéquate. Par contre, la rentabilité des banques a régressé par rapport au deuxième trimestre de l'année 2013 et une détérioration du portefeuille des banques a été observée au cours du deuxième trimestre 2014.



## 1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

### 1.1. Croissance du PIB mondial

Les prévisions de la croissance mondiale ont été revues à la baisse suite à la morosité de l'activité économique observée au premier trimestre 2014. En effet, la croissance mondiale a été plus faible que prévue au cours de ce trimestre, revenant du taux moyen de 3,8 p.c. enregistré au cours des deux derniers trimestres de 2013 à 2,8 p.c. suite à la contraction économique des Etats-Unis et aux faibles performances de plusieurs pays émergents.

Au deuxième trimestre 2014, la croissance a repris de vigueur dans les principales économies des pays avancés et émergents. Cette évolution est liée notamment à la poursuite des politiques monétaires accommodantes dans la plupart des pays avancés et à la modération du rééquilibrage budgétaire.

Néanmoins, les projections pour 2014, basées sur cette conjoncture et tenant compte de la persistance des risques liés aux conflits géopolitiques, à l'instabilité financière et à une faible inflation en zone Euro, montrent un taux de croissance économique mondiale de 3,4 contre 3,6 p.c. qui avait été prévu en avril 2014.

**Tableau 1: Evolution du taux de croissance de la production mondiale**

	2012	2013	2014 (Projections)
<b>Taux de croissance du PIB mondial</b>	<b>3,5</b>	<b>3,2</b>	<b>3,4</b>
<b>Pays avancés</b>	<b>1,4</b>	<b>1,3</b>	<b>1,8</b>
Etats-Unis	2,8	1,9	1,7
Zone euro	-0,7	-0,4	1,1
Japon	1,4	1,5	1,6
<b>Pays émergents et en développement</b>	<b>5,1</b>	<b>4,7</b>	<b>4,6</b>
Chine	7,7	7,7	7,4
Inde	4,7	5,0	5,4
Amérique Latine et les Caraïbes	2,9	2,6	2,0
Brésil	1,0	2,5	1,3
Afrique sub-saharienne	5,1	5,4	5,4
Afrique du Sud	2,5	1,9	1,7

Source : FMI, Perspectives de l'économie mondiale, juillet 2014

Dans les pays avancés, le taux de croissance économique pourrait s'accélérer en 2014 (1,8 contre 1,3 p.c. en 2013) sous l'effet de la reprise de l'activité prévue au cours de la deuxième moitié de l'année.



Aux Etats-Unis, la croissance a repris son dynamisme au deuxième trimestre 2014 (4,0 contre -2,9 p.c. le trimestre précédent) et le chômage a atteint 6,1 p.c. au mois de juin, le taux le plus bas depuis six ans, confortant ainsi le niveau de la demande. En rapport avec la contraction du PIB enregistrée au premier trimestre 2014, les prévisions de croissance de l'année 2014 ont été abaissées à 1,7 contre 2,8 p.c. auparavant.

Dans la zone Euro, la reprise s'est poursuivie au deuxième trimestre 2014, soit 0,3 contre 0,2 p.c. pour le trimestre précédent, tirée notamment par le dynamisme du secteur privé. Le taux de chômage de la zone s'est stabilisé bien qu'il reste élevé, atteignant plus de 10 p.c. dans certains pays. La croissance annuelle s'établirait à 1,1 contre -0,4 p.c. en 2013.

Au Japon, après un rebond de la croissance de 1,6 p.c. au premier trimestre 2014, le PIB a connu une contraction de 1,7 p.c. au deuxième trimestre suite aux effets de la hausse de la TVA. En dépit de cette contreperformance, la croissance prévue pour 2014 est relevée à 1,6 contre 1,5 p.c. en 2013.

Malgré le ralentissement de la croissance prévu en 2014 dans les pays émergents et en développement (4,6 contre 4,7 p.c. en 2013), ces économies font preuve d'un dynamisme économique au deuxième trimestre 2014 notamment en Chine (7,5 contre 7,4 p.c. au premier trimestre).

Dans l'ensemble, les économies africaines font preuve d'une dynamique de croissance soutenue par la demande intérieure, la reprise de l'économie mondiale et l'accroissement des échanges. En Afrique subsaharienne, la croissance<sup>1</sup> est estimée à 5,4 p.c. en 2014.

---

<sup>1</sup> La BAD prévoit un taux de croissance de 5,8 p.c. en 2014.



## 1.2. Commerce mondial

Les échanges qui s'étaient contractés de 0,8 p.c. au premier trimestre ont progressé de 1,3 p.c. au deuxième trimestre 2014, sous l'effet de l'amélioration de l'activité économique notamment aux Etats-Unis, en Union européenne et en Chine. Le commerce mondial des marchandises progresserait de 4,7 en 2014 contre 2,1 p.c. en 2013. Le taux de croissance s'établirait à 3,6 p.c. pour les économies développées et à 6,4 p.c. pour les économies émergentes et en développement.

## 1.3. Inflation mondiale

L'inflation, quoiqu'en légère augmentation, resterait globalement faible au cours de l'année 2014 dans la plupart des pays. Dans les pays avancés, le taux d'inflation s'établirait à 1,6 contre 1,4 p.c. en 2013.

Aux Etats-Unis, l'inflation a atteint 2,1 p.c. au deuxième trimestre 2014 contre 1,4 p.c. au trimestre précédent. Les prévisions annuelles montrent que l'inflation pourra se redresser légèrement (1,7 contre 1,5 p.c. en 2013) suite notamment à la hausse attendue des salaires, des prix de l'immobilier et des médicaments après la réduction du soutien aux soins de santé.

Dans la Zone Euro, le taux d'inflation s'est établi à 0,6 p.c. au deuxième trimestre 2014 contre 0,7 p.c. au premier trimestre 2014 et les prévisions montrent qu'il restera en dessous de 2,0 p.c.

Au Japon, la hausse de la TVA au deuxième trimestre a accéléré l'inflation qui a atteint 3,6 p.c. à fin juin contre 1,6 p.c. à fin mars 2014. La Banque du Japon mène depuis le mois d'avril 2013 une politique d'assouplissement monétaire afin de parvenir à un niveau d'inflation de 2,0 p.c. par an de façon durable.



Les pays émergents et en développement connaîtraient une décélération du taux d'inflation en 2014 qui se situerait à 5,9 contre 6,1 p.c. en 2013. En Chine, le taux d'inflation moyen du deuxième trimestre s'est stabilisé autour de 2,2 p.c. par rapport au trimestre précédent et les projections montrent que ce taux restera en dessous de l'objectif de 3,5 p.c. fixé par le Gouvernement. En Inde, le taux d'inflation s'élèverait à 8,0 en 2014 contre 9,5 p.c. en 2013. L'inflation baisserait légèrement en Afrique Sub-saharienne pour s'établir à 6,2 p.c. contre 6,3 p.c. en 2013.

#### **1.4. La politique monétaire dans les pays développés**

Les pays développés ont adopté des politiques monétaires accommodantes pour redynamiser leurs économies frappées par la crise des marchés financiers internationaux de 2008, et dont les effets sont encore perceptibles. A cet égard, afin de soutenir la reprise économique et atteindre une croissance durable à long terme, les banques centrales des pays avancés maintiennent encore des politiques monétaires expansionnistes entamées au lendemain de cette crise.

Aux Etats-Unis, la FED a maintenu, au cours du deuxième trimestre de 2014, des taux d'intérêt bas et a poursuivi sa politique d'injection des liquidités dans l'économie par des achats importants des obligations du trésor.

Dans la zone Euro, où l'inflation est restée faible et a continué à baisser au cours de la période sous revue, la BCE a réduit ses taux directeurs et a maintenu sa politique monétaire expansionniste par des injections importantes des liquidités dans le secteur bancaire. Son taux directeur principal a été fixé à 0,15 p.c. et son taux de dépôt a été porté à -0,10 p.c.

Par ces mesures, la BCE espère pousser les banques à prêter davantage aux entreprises et aux ménages afin de stimuler la croissance et relever le taux d'inflation à un niveau proche de 2,0 p.c., considéré comme gage de stabilité des prix et de progression de l'activité économique.

Au Japon, la politique monétaire expansionniste (Quantitative and Qualitative Easing) a produit les effets attendus, mais toujours modestes, sur la demande intérieure et l'emploi. La Banque Centrale du Japon continuera de l'appliquer aussi longtemps que le



taux d'inflation de 2,0 p.c. considéré comme taux de stabilité des prix nécessaire pour stimuler davantage la croissance économique, ne sera pas atteint.

## 1.5. Evolution des principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la Communauté Est Africaine

### 1.5.1. Croissance du PIB et inflation

Les projections de 2014 montrent que la croissance se renforcera pour l'ensemble des pays de la Communauté Est-Africaine (CEA). Les taux de croissance attendus en 2014 pour la plupart de ces pays dépassent celui de l'ensemble de l'Afrique subsaharienne estimé à 5,4 p.c.

**Tableau 2: Taux de croissance du PIB dans les pays de la CEA**

Année	Burundi	Rwanda	Ouganda	Tanzanie	Kenya
2007	3,4	7,6	8,1	7,1	7,0
2008	4,9	11,2	10,4	7,4	1,5
2009	3,8	6,2	4,1	6,0	2,7
2010	5,1	7,2	6,2	7,0	5,8
2011	4,2	8,2	6,2	6,4	4,4
2012	4,0	8,0	2,8	6,9	4,7
2013	4,5	5,0	6,0	7,0	5,6
Prévision 2014	4,7*	7,5	6,4	7,2	6,3

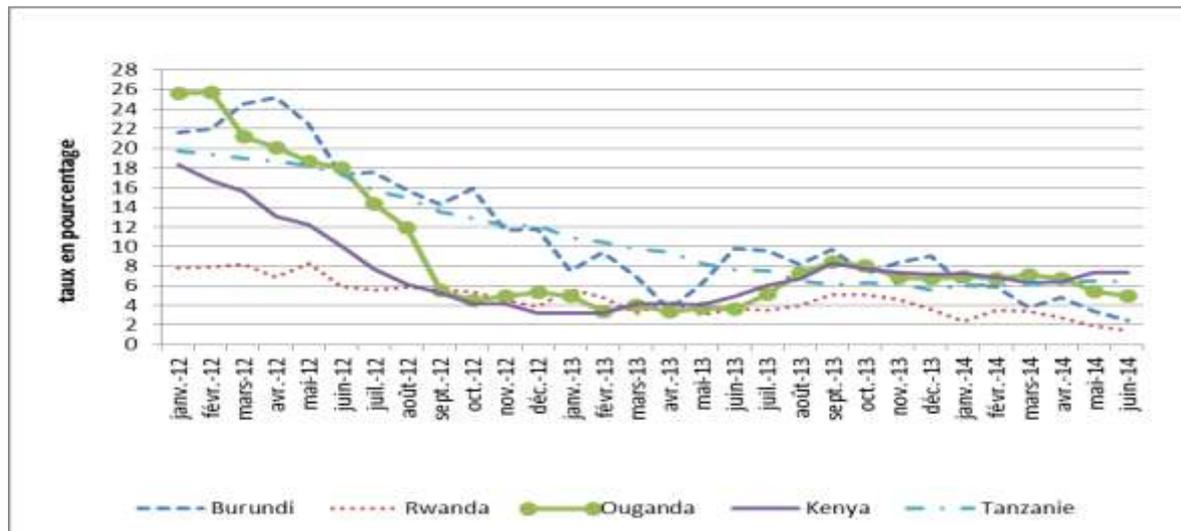
Source: FMI, Perspectives de l'économie mondiale, avril 2014  
\*: Mémorandum de politiques économique et financière (FMI- Burundi), juillet 2014

Cette croissance serait tirée par les exportations et le tourisme ainsi que par les investissements dans les infrastructures comme les routes, les télécommunications et l'énergie.

Les perspectives de croissance sont positives dans les pays de la CEA en dépit des aléas climatiques et des menaces de sécurité au Kenya liée à la guerre en Somalie. L'inflation tend globalement à la baisse dans les pays de la CEA depuis septembre 2013. Cette évolution est attribuable aux bonnes performances économiques, aux politiques monétaires prudentes et à la stabilité des prix des produits alimentaires et pétroliers sur le marché international.



## Graphique 1 : Inflation dans les pays de la CEA



Source : Sites des banques centrales de la Communauté Est Africaine

Au cours de la première moitié de l'année 2014, l'inflation est restée modérée dans l'ensemble des pays de la CEA. Les tendances baissières des taux d'inflation ont été observées en Ouganda, au Rwanda et au Burundi au cours du deuxième trimestre 2014. Au Kenya, l'inflation a légèrement monté alors qu'en Tanzanie elle est restée stable entre mars et juin 2014. Dans l'ensemble, le taux d'inflation est resté en dessous du critère de convergence de 8,0 p.c. (plafond).

Toutefois, les pressions fiscales et la baisse de la production agricole due à l'insuffisance des pluies dans la région<sup>2</sup> risquent d'exercer des tensions inflationnistes sur le reste de l'année.

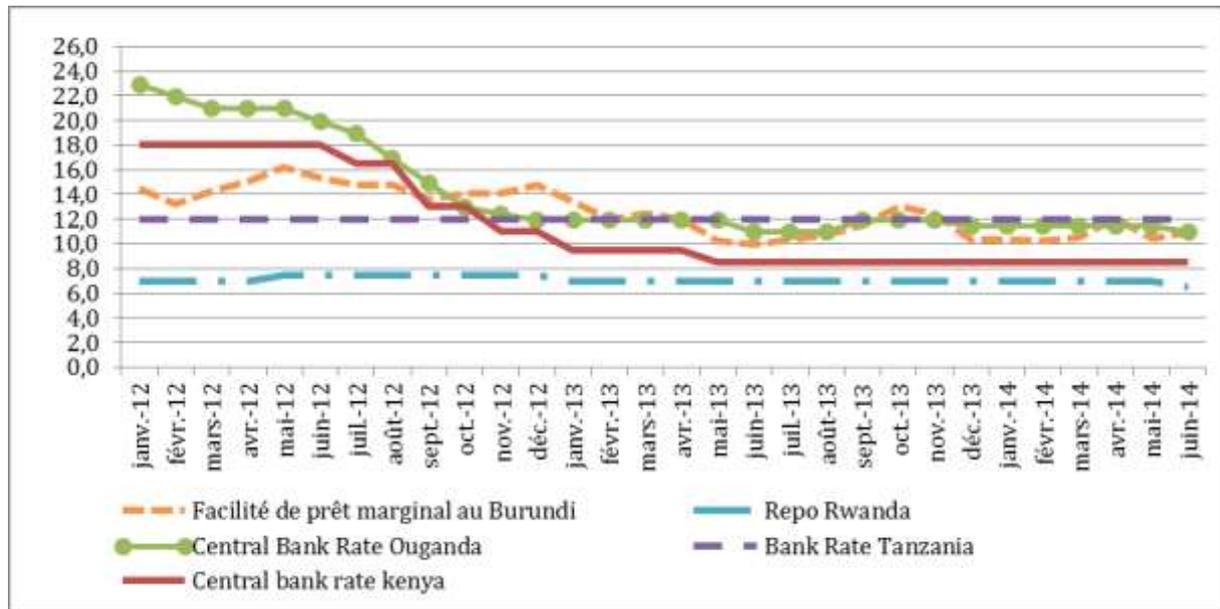
<sup>2</sup> East Africa food Security Alert, June 4,2014



## 1.5.2. Politique monétaire et de change dans la Communauté Est Africaine

La baisse de l'inflation a conduit les banques centrales à relâcher leurs politiques monétaires en maintenant les taux directeurs à un niveau relativement bas.

**Graphique 2 : Taux banques centrales des pays de la CEA**



Source : Sites des banques centrales de la CEA

Au cours du deuxième trimestre de 2014, les taux appliqués par les Banques Centrales varient entre 6,5 et 12,0 p.c. Par rapport au premier trimestre, ces taux tendent à la baisse en Ouganda (11,0 contre 11,5), au Rwanda (6,5 contre 7,0) et légèrement à la hausse au Burundi (10,9 contre 10,5) alors qu'elles se stabilisent à 12,0 et 8,5 p.c. en Tanzanie et au Kenya respectivement.

Toutes les monnaies des pays de la Communauté Est Africaine, à l'exception du Franc rwandais, se sont dépréciées par rapport au Dollar Américain au deuxième trimestre 2014.



**Tableau 3: Evolution du taux de change de l'USD par rapport aux monnaies de la CEA.**

	Burundi BIF/USD	Uganda UGX/USD	Rwanda RWF/USD	Tanzanie TZS/USD	Kenya KES/USD
Trim.2-13	1 549,37	2 586,35	641,91	1 632,11	84,65
1er Trim. 14	1 543,58	2 500,44	678,36	1 623,61	86,33
Trim.2-14	1 545,43	2 557,89	678,22	1 655,47	87,21
<b>Variation 1er Tr.14-2<sup>e</sup>Tr.14</b>	<b>0,12</b>	<b>2,30</b>	- <b>0,02</b>	<b>1,96</b>	<b>1,02</b>

Le Burundi a enregistré un taux de dépréciation le moins élevé dans l'ensemble des pays de la Communauté, soit 0,12 p.c., alors que le shilling ougandais a connu le taux de dépréciation le plus élevé de 2,3 p.c..



## 2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI

### 2.1. Production et prix

En 2014, la croissance du PIB pourrait s'accélérer, passant de 4,5 en 2013 à 4,8 p.c. Cette croissance économique sera tirée surtout par les secteurs secondaire (5,6 contre 3,2 p.c.) et tertiaire (6,2 contre 4,1p.c.) qui vont contrebalancer le ralentissement du secteur primaire.

**Tableau 4: Taux de croissance du PIB réel et taux d'inflation au Burundi**

	2011	2012	2013	2014 (prévision)
<b>1. Croissance du PIB réel</b>	<b>4,2</b>	<b>4,2</b>	<b>4,5</b>	<b>4,7</b>
secteur primaire	0,8	5,2	6,6	1,8*
secteur secondaire	7,1	8	3,2	5,6*
secteur tertiaire	4,2	3	4,1	6,2*
<b>2. Taux d'inflation</b>	<b>9,7</b>	<b>18,2</b>	<b>7,9</b>	<b>7,5</b>

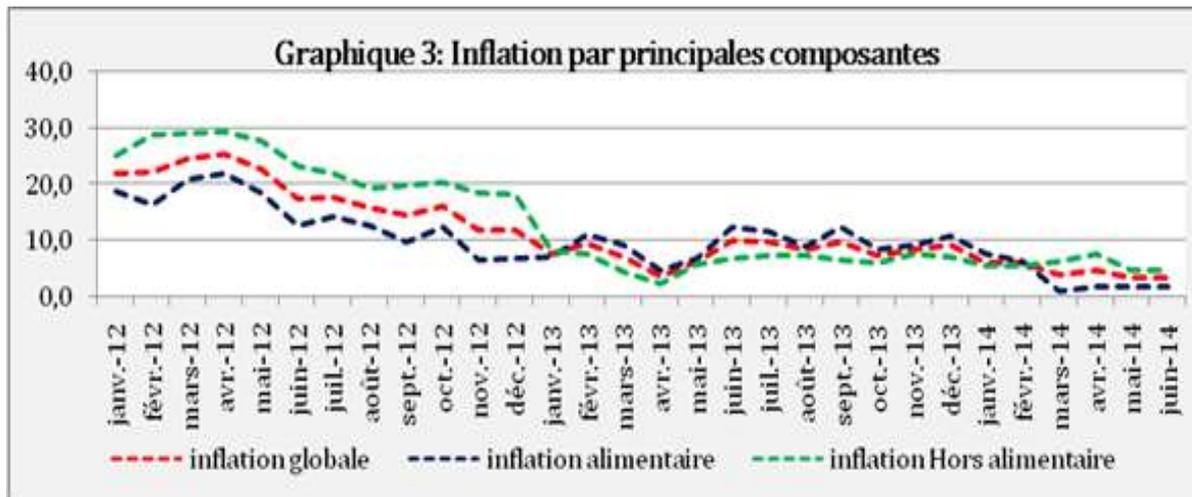
Source: Mémorandum de politiques économique et financière (FMI- Burundi), juillet 2014  
\* MFPDE, Cadrage Macroéconomique 2014

La croissance du secteur secondaire est liée aux prévisions de bonnes performances des industries agro-alimentaires (3,0 contre -1,5p.c.) et manufacturières (14,5 contre 11,9 p.c.).

Le secteur tertiaire bénéficiera de la progression de l'activité des postes et télécommunications (10,0 contre 5,0 p.c.).

Le secteur primaire enregistrerait, par contre, de faibles performances (1,8 contre 6,6 p.c.) suite à la chute de la production vivrière (-2,0 contre 10,0 p.c.) partiellement contrebalancée par la progression de l'agriculture d'exportation (49,1 contre -36,7 p.c.). Celle-ci bénéficie de la bonne production de la campagne café 2014/2015 qui est estimée à 21.584 contre 13.677 T la campagne précédente, soit une augmentation de 57,8 p.c. liée essentiellement au phénomène de cyclicité du caféier.

Concernant l'évolution des prix, le deuxième trimestre a enregistré une baisse du taux d'inflation revenant de 5,2 à 3,8 p.c. d'un trimestre à l'autre.



Source : ISTEERU

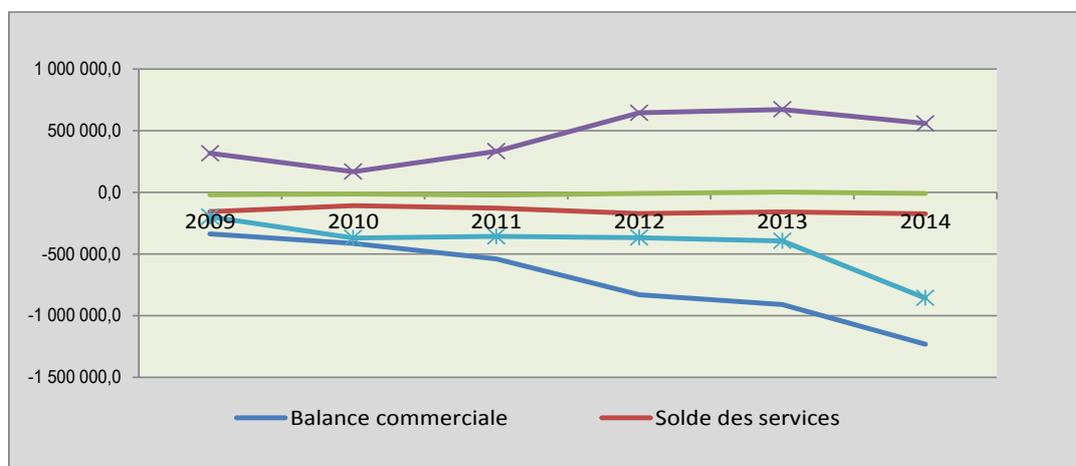
Les prévisions annuelles montrent le recul du niveau d'inflation qui s'établira à 7,5 contre 7,9 p.c. en 2013 sous l'effet d'une politique monétaire prudente et de la baisse projetée des cours internationaux des produits alimentaires et pétroliers.

## 2.2. Secteur extérieur

### 2.2.1. Balance des paiements

En 2014, il est attendu une aggravation du déficit de la balance courante par rapport à 2013, soit 16,5 contre 9,9 p.c. du PIB. Ce creusement du déficit courant sera lié à la détérioration du solde de la balance des biens et services (-1 518 522,5 contre -1 066 453,2 MBIF) et à la baisse des transferts courants (522 422,5 contre 672.544,0 MBIF).

Graphique 4 : Composantes de la balance courante (en MBIF)



Source : BRB



En 2014, il est attendu une amélioration des recettes d'exportation du café due aux meilleurs cours sur le marché international (184 contre 138 cents/lb) et à la bonne production du café de la campagne 2014/2015 (21.584 T contre 14.134 T la campagne précédente). Les recettes d'exportation du café pourraient augmenter jusqu'à 81.852,7 MBIF en 2014 contre 44.529,8 MBIF pour 2013. Ainsi, les exportations atteindraient 181.498,3 MBIF alors que les réalisations pour 2013 ont été de 141.399,8 MBIF.

**Tableau 5: Evolution du cours mondial du café et du pétrole**

	Année 2012	Année 2013	Prévision 2014
Café (USD cents par Livre)	188	138	186
Pétrole (USD par Baril)	105	102	104

Source : FMI, 5<sup>ème</sup> Revue sur la Facilité Elargie de Crédit, juillet 2014

## 2.2.2. Evolution des réserves de change

Les réserves officielles de change à la fin du deuxième trimestre 2014 ont légèrement diminué par rapport à la fin du premier trimestre, revenant de 315,08 MUSD à 312,99 MUSD, soit une baisse de 0,6 p.c. Ces réserves représentent, tout comme au premier trimestre, 4,1 mois d'importations. Cette diminution s'explique par la faiblesse des encaissements (41,84 MUSD) par rapport aux décaissements (45,98 MUSD) au 2<sup>ème</sup> trimestre.

Comparées à la même période de l'année 2013, les réserves officielles de change ont augmenté de 13,2 p.c., passant de 276,49 MUSD à 312,99 MUSD.

**Tableau 6: Evolution trimestrielle des réserves de change en MUSD**

	Fin Juin 2013	Fin Mars 2014	Fin Juin 2014
BRB	276,49	315,08	312,99
Banques	107,98	140,27	128,26

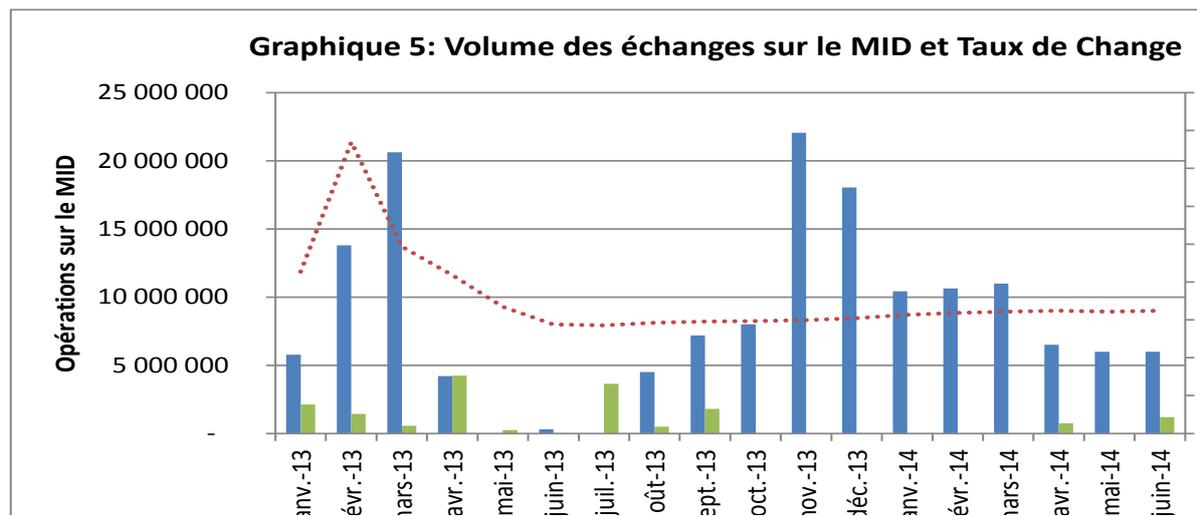
Source : BRB

De même, les avoirs extérieurs des banques commerciales ont diminué de 8,6 p.c. à la fin du 2<sup>ème</sup> trimestre 2014 par rapport au trimestre précédent revenant de 140,27 MUSD à



128,26 MUSD. En comparaison avec la même période de l'année 2013, les réserves ont connu une hausse de 18,78 p.c. passant de 107,98 à 128,26 MUSD.

En moyenne trimestrielle, le taux de change (BIF/USD) s'est légèrement déprécié de 0,12 p.c. d'un trimestre à l'autre, passant de 1.543,58 à 1.545,43 BIF pour une unité USD. La BRB a poursuivi ses interventions sur le marché interbancaire des devises pour appuyer les banques commerciales dans le financement des importations.



Source : BRB

### 2.3. Finances Publiques

Les finances publiques restent marquées par la rigidité des dépenses à la baisse qui l'emporte sur l'amélioration de la collecte des revenus internes et par la baisse des appuis budgétaires. La dette publique, bien que soutenable comme l'indique l'Analyse de la Viabilité de la Dette Burundaise, montre une dynamique à la hausse surtout la part de la dette intérieure.

En vue d'améliorer cette situation, des réformes structurelles ont été entreprises notamment la rationalisation du circuit de la dépense réalisée en juin 2014. D'autres réformes sont en cours d'étude comme la loi sur la gestion de la dette publique.

En outre, des mesures conjoncturelles ont été prises pour élargir l'assiette fiscale en 2014 notamment l'augmentation de la taxe sur les télécommunications, les produits pétroliers et les boissons ainsi que la réduction des exonérations.

En conséquence, la collecte fiscale a été relativement bonne au cours du premier semestre 2014. En effet, sur les 305.237,5 MBIF de recettes prévues sur la période,



297.388,4 MBIF ont été collectées soit 97,4 p.c. Ces recettes représentent 46,9 p.c. des prévisions annuelles contre 43,5 p.c. à la même période en 2013. Cependant, cette performance a été partiellement entravée par les pertes de recettes liées à la mise en œuvre de la loi relative à l'impôt sur le revenu et surtout la chute des dons. En effet, sur les 100.800,0 MBIF des appuis budgétaires initialement prévus, 6.279,9 MBIF ont été réalisés jusqu'à fin juin 2014, soit 6,2 p.c. au moment où 78.846,9 sur 140.672,8 MBIF avaient été réalisés à la même période en 2013, soit 56,0 p.c.

En conséquence, d'autres mesures correctives, qui devraient permettre d'augmenter les recettes, ont été prises dans la révision de la loi budgétaire comme la taxe spécifique sur le tabac, la réintroduction de l'impôt minimal de 1% dans la loi relative à l'impôt sur le revenu, et le prélèvement forfaitaire sur certains produits.

Les dépenses courantes ont été réalisées à 48,1 p.c., soit 341.525,3 MBIF sur 709 800,0 MBIF. La part des salaires des fonctionnaires reste prépondérante dans les dépenses de fonctionnement de l'Etat à concurrence de 40,4 p.c.

Comparées à fin juin 2013, les dépenses d'investissements publics ont plus que doublé à fin juin 2014, passant de 89 062,2 à 179 521,1MBIF. La part des dépenses en capital financées par les ressources internes est passée de 41 291,7 à 44 128,6 MBIF, soit un accroissement de 6,9 p.c.

**Tableau 7: Opérations financières de l'Etat à fin juin 2014**

	2011	2012	2013	Juin 2013	Juin 2014	Variation
<b>A. RECETTES ET DONNS</b>	<b>678 889,4</b>	<b>705 729,5</b>	<b>841 657,8</b>	<b>391 529,5</b>	<b>403 021,3</b>	<b>11 491,8</b>
a. Recettes	474 526,7	550 780,0	566 995,8	272 887,2	302 027,9	29 140,7
Recettes courantes	450 505,2	511 380,0	562 302,1	270 402,3	297 388,4	26 986,1
Recettes exceptionnelles	24 021,5	39 400,0	4 693,7	2 484,9	4 639,5	2 154,6
b. Dons	204 362,7	154 949,5	274 662,0	118 642,3	100 993,4	-17 648,9
<b>B. DEPENSES</b>	<b>768 962,4</b>	<b>827 237,0</b>	<b>953 819,7</b>	<b>412 985,1</b>	<b>521 046,3</b>	<b>108 061,3</b>
a. Dépenses courantes	554 057,0	591 980,2	689 116,6	323 922,9	341 525,3	17 602,4
Salaires	273 008,4	282 162,4	295 659,5	145 378,9	138 140,2	-7 238,7
b. Dépenses en capital	214 905,4	235 256,8	264 703,1	89 062,2	179 521,1	90 458,9
<b>SOLDE GLOBAL DONNS COMPRIS (base engagement)</b>	<b>-90 073,0</b>	<b>-121 507,4</b>	<b>-112 161,9</b>	<b>-21 455,6</b>	<b>-118 025,1</b>	<b>-96 569,5</b>
<b>C. FINANCEMENT</b>	<b>90 073,0</b>	<b>121 507,4</b>	<b>112 161,9</b>	<b>21 455,6</b>	<b>118 025,1</b>	<b>96 569,5</b>
1. FINANCEMENT EXTERIEUR NET	54 036,2	100 484,8	5 906,1	3 824,4	18 425,3	14 600,9
2. FINANCEMENT INTERIEUR NET	72 722,4	34 058,0	106 895,8	18 864,2	82 527,7	63 663,4

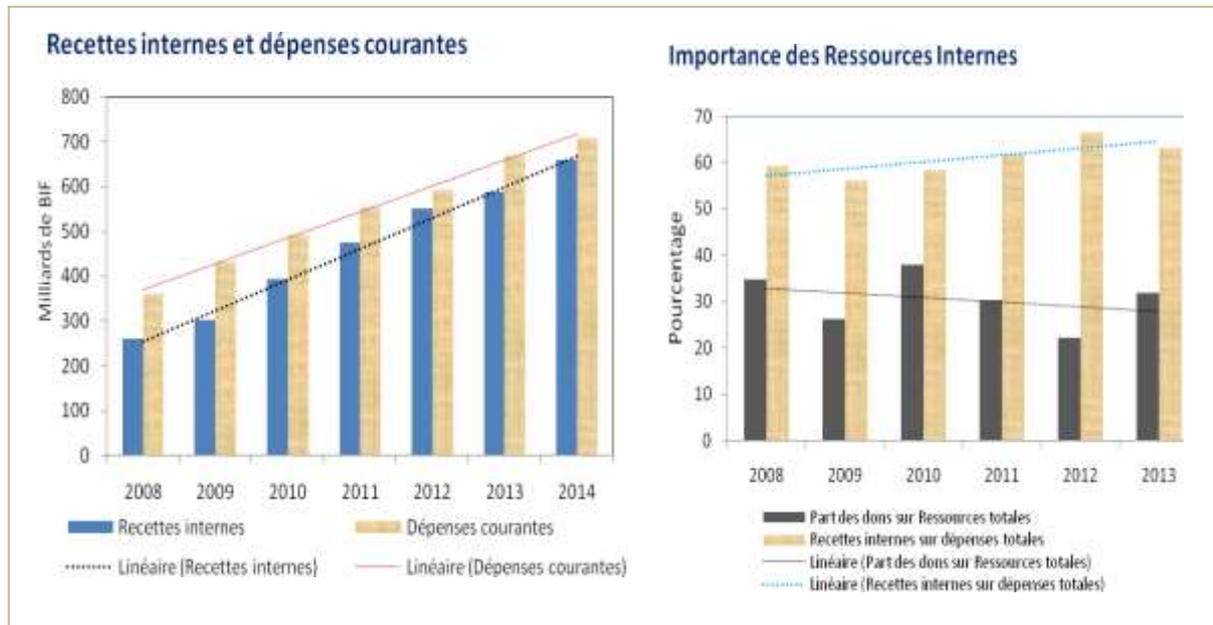
Source : MFPDE et BRB

La part des dépenses courantes financées par les recettes internes affiche une tendance à la hausse dénotant une amélioration dans la couverture des dépenses par les



ressources internes. L'écart entre les recettes internes et les dépenses courantes se réduit progressivement. Cependant, comme l'indique le graphique suivant, les appuis budgétaires et dons en capital ont baissé malgré une petite reprise en 2013.

**Figure 1: Performances internes des Finances Publiques**



**Source : BRB**

Malgré l'amélioration de la collecte fiscale, le déficit budgétaire base engagement s'est aggravé (118 025,1 MBIF contre 21 455,6 à fin juin 2013) suite à la faible réalisation des appuis budgétaires.

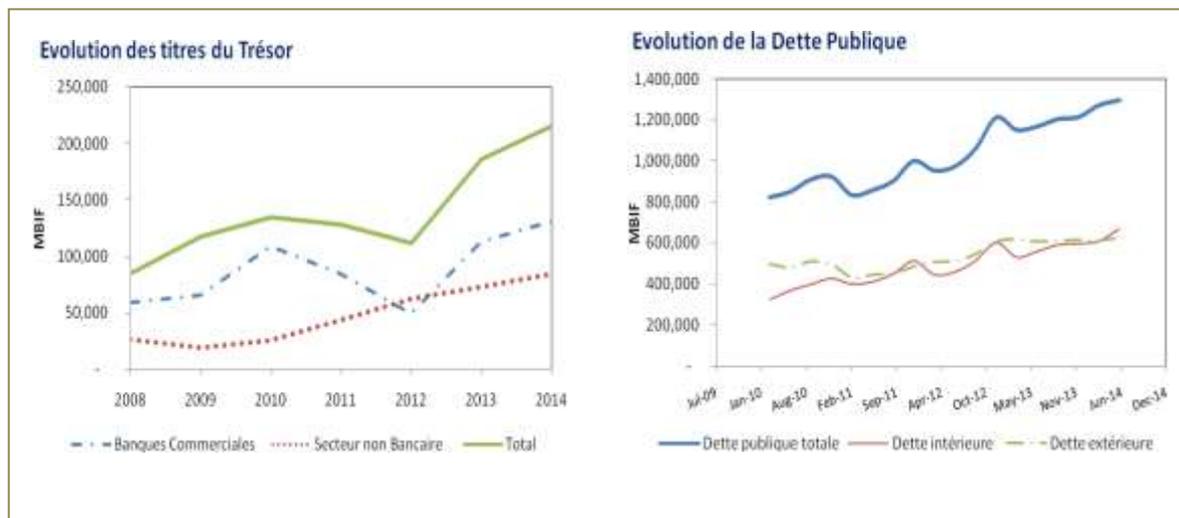
Le déficit budgétaire a été principalement financé par les ressources intérieures à savoir les avances de la Banque Centrale et les titres du Trésor. En effet, à fin juin 2014, l'encours des avances à l'Etat s'élevait à 39.309,6 MBIF alors qu'elles étaient à zéro à fin juin 2013. De même, les bons et obligations du Trésor sont passés de 141.584,4 à 220.451,6 MBIF de fin juin 2013 à fin juin 2014 soit une augmentation de 78.867,2 MBIF. Pour financer ses projets, l'Etat a aussi obtenu un prêt extérieur net de 18.425,3 MBIF, plus important que celui de l'année précédente de 3.824,4 MBIF.

La dette publique globale affiche une tendance à la hausse. Cette augmentation concerne aussi bien la dette extérieure qu'intérieure, mais avec un rythme plus grand pour cette dernière. En effet, le montant de l'encours de la dette publique a augmenté de 11,0 p.c. passant de 1.167.924,7 à 1.296.293,9 MBIF de juin 2013 à juin 2014. La décomposition



de la variation de la dette publique montre que la dette intérieure a augmenté de 19,7 p.c. au moment où la dette extérieure a augmenté de 3,0 p.c.

Figure 2 : Performances de la Dette Publique



Source : BRB

Le Burundi continue d'être évalué à un risque élevé de surendettement<sup>3</sup>. Cependant, la dette Burundaise est soutenable vu notamment le ratio de la valeur actuelle de la dette publique sur le PIB qui était de 27,1 p.c. en 2013 et devrait être de 25,7 p.c. en 2014<sup>4</sup> pour un seuil d'endettement de 30 p.c.<sup>5</sup>

Par ailleurs, le Burundi reste vulnérable aux chocs extérieurs et à l'instabilité macroéconomique. En effet, les tests de résilience montrent que l'évolution récente de la dette intérieure risque de mettre en difficulté la Viabilité de la dette publique.

A cet égard, la révision du budget récemment adoptée devrait permettre de mobiliser plus de ressources pour améliorer la situation des finances publiques pour l'année 2014. Il est aussi important de renforcer la gestion des finances et de la dette publique.

Pour renforcer la résistance aux chocs négatifs de la dette extérieure, des mesures sont à entreprendre, notamment:

<sup>3</sup> Dans le cadre de l'Analyse de la Viabilité de la dette faite en février 2013 conjointement par la Banque Mondiale et le FMI et récemment révisée.,

<sup>4</sup> Fourth review under the Extended Credit Facility—joint Bank-Fund staff Debt Sustainability Analysis, February 2014, p 10.

<sup>5</sup> EPIN( CPIA en anglais) Indice d'évaluation des politiques et institutions nationales



- élargir la base d'exportation et diversifier les marchés d'exportation en exploitant le potentiel d'autres secteurs comme l'horticulture, les mines, le tourisme...
- poursuivre une politique d'endettement prudente en maintenant un maximum de concessionnalité pour les financements extérieurs.

## **2.4. Secteur monétaire**

Au cours du deuxième trimestre 2014, la Banque a continué de mettre en œuvre une politique monétaire prudente dans le but d'atteindre son objectif ultime de stabilité des prix. La gestion de cette politique a été effectuée à travers le contrôle de la base monétaire.

### **2.4.1. Evolution de la liquidité bancaire et des taux d'intérêts**

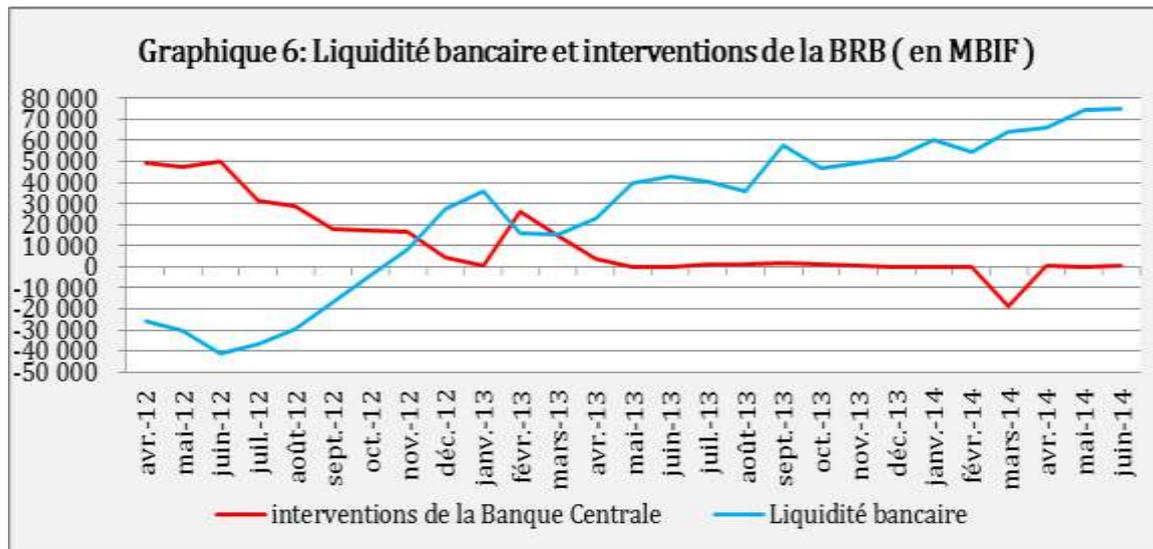
La politique monétaire a été conduite dans un contexte d'abondance de liquidité au deuxième trimestre 2014. Cette abondance de liquidité a entraîné la diminution des opérations sur le marché monétaire. En effet, au cours de ce trimestre, aucune opération d'appels offres de liquidité n'a été effectuée. Par contre, des facilités de prêt marginal dont la moyenne trimestrielle s'est limitée à 317,8 MBIF contre 132,3 MBIF au trimestre précédent ont été accordées à certaines banques.

La liquidité bancaire<sup>6</sup> a augmenté de 20,5 p.c. s'établissant à 72.086 MBIF en moyenne journalière contre 59.842 MBIF pour le trimestre précédent et 35.415 MBIF pour la même période de l'année 2013.

Cette augmentation de la liquidité bancaire s'explique en partie par l'importance des avances de la Banque Centrale au Trésor qui ont progressé de 8.513 à 39.309,6 MBIF de fin mars à fin juin 2014.

---

<sup>6</sup> La liquidité bancaire est ici mesurée par la somme des réserves des banques commerciales en BIF à la Banque Centrale excluant les opérations d'apport et de reprise de liquidité.



Source : BRB

La hausse de la liquidité bancaire durant le second trimestre 2014 a entraîné une légère baisse des taux d'intérêt du marché interbancaire en BIF, passant de 8,85 à 8,82 p.c., d'un trimestre à l'autre. Toutefois, le taux moyen pondéré trimestriel sur la facilité de prêt marginal a augmenté, passant de 10,43 à 11,13 p.c. suite à la hausse de celui sur les Bons du Trésor à 13 semaines, auquel il est indexé, qui est passé de 7,49 à 8,30 p.c. Par rapport à la même période de l'année précédente, tous ces taux d'intérêt se sont repliés, revenant de 10,11 à 8,82 p.c. pour le marché interbancaire, de 11,30 à 11,13 p.c. pour la facilité de prêt marginal et de 8,46 à 8,30 p.c. pour les Bons du Trésor à 13 semaines.



Source : BRB



De fin mars à fin juin 2014, le taux moyen mensuel du marché interbancaire a baissé, suite à l'amélioration de la liquidité bancaire au cours du second trimestre, revenant de 9,0 à 8,01 p.c. Cependant, le taux appliqué à la facilité de prêt marginal a augmenté de 10,52 à 10,95 p.c., suite à la hausse de celui des bons du Trésor à 13 semaines auquel il se réfère qui est passé de 7,67 à 7,87 p.c.

Pour leur part, les taux moyens pondérés débiteurs et créditeurs ont légèrement augmenté de mars à juin 2014, passant respectivement de 16,26 à 16,63 p.c. et de 8,95 à 9,04 p.c.

#### **2.4.2. Evolution de la base monétaire**

Par rapport au trimestre précédent, la base monétaire à fin juin 2014 a enregistré une augmentation de 21,3 p.c. en liaison avec la hausse des avoirs intérieurs nets de 35,4 p.c., les avoirs extérieurs nets ayant baissé de 6,3 p.c.

La hausse des AIN au second trimestre 2014 (247.025,4 contre 182.379,4 MBIF à fin mars) est principalement imputable à l'accroissement de l'endettement net de l'Etat (39.250,2 MBIF) consécutive à l'augmentation des avances ordinaires (+30.796,6 MBIF).

Toutes les composantes de la base monétaire ont augmenté. En effet, les billets et pièces en circulation ont progressé de 11,2 p.c., les dépôts du secteur bancaire de 43,1 p.c., ceux des établissements financiers de 14,8 et les dépôts divers de 217,1 p.c.



**Tableau 8 : Composantes et contreparties de la base monétaire (en MBIF)**

	mars-13	juin-13	sept. 2013	déc. 2013	mars-14	juin-14
<b>Composantes</b>						
Billets et pièces en circulation	189 178,2	205 811,8	201 031,0	211 683,7	201 300,8	223 781,8
Dépôts du secteur bancaire	55 709,6	64 736,9	67 187,6	87 846,7	71 323,4	102 078,3
Dépôts des établissements financiers	2 115,1	2 218,5	4 193,0	2 674,0	1 135,9	1 303,5
Dépôts divers	5 616,3	7 822,9	5 001,1	4 381,9	2 439,5	7 734,8
<b>Total = Base monétaire</b>	<b>252 619,2</b>	<b>280 590,1</b>	<b>277 412,7</b>	<b>306 586,3</b>	<b>276 199,6</b>	<b>334 898,4</b>
<b>Contreparties</b>						
Avoirs extérieurs nets	47 548,5	55 767,0	77 212,3	116 935,6	93 820,2	87 873,0
Avoirs intérieurs nets	205 070,7	224 823,1	200 200,4	189 650,7	182 379,4	247 025,4
Créances nettes sur l'Etat	264 998,7	273 884,3	243 601,5	229 474,0	243 395,2	282 645,4
Autres postes nets	- 59 928,0	- 49 061,2	- 43 401,1	- 39 823,3	- 61 015,8	- 35 620,0

Au terme du deuxième trimestre 2014, la base monétaire s'est établie à 334.898,4 au-dessus du plafond de 282.800 MBIF fixé dans le programme économique et financier, soit un dépassement de 18,4 p.c.

**Tableau 9 : Evolution de la base monétaire (en MBIF)**

	2012		2013		2014 (Projections)	
	Plafond	Réalisation	Plafond	Réalisation	Plafond	Réalisation
Mars	193 688	193 418	284 700	252 619	257 300	276 200
Juin	217 935	217 842	309 600	280 590	282 800	334 898
Septembre	221 174	219 804	313 700	277 413	302 200	-
Décembre	267 286	245 341	252 000	306 586	339 100	-

Source : BRB

Le dépassement du plafond de la base monétaire est lié à l'importance des avoirs extérieurs nets (87.873,0 MBIF) qui se sont fixés largement au-dessus de la cible (53 100 MBIF) ainsi qu'aux avoirs intérieurs nets (247.025 MBIF) qui ont dépassé le plafond (229.700 MBIF).

En glissement annuel, la base monétaire a enregistré une croissance de 19,4 p.c. à la fin du second trimestre 2014 en rapport avec la hausse des avoirs extérieurs nets (57,6 p.c.) et des avoirs intérieurs nets (9,9 p.c.). Le programme économique et financier prévoit que la base monétaire devrait se limiter à 302 200 MBIF à fin septembre 2014.



### 2.4.3. La masse monétaire et ses contreparties

Par rapport à fin juin 2013, la masse monétaire M3 (993.028,0 contre 886.262,3 MBIF) a progressé de 12,0 p.c. à fin juin 2014 en liaison avec l'accroissement de la composante M2 (12,9 p.c.) et des dépôts en devises des résidents (7,2 p.c.).

L'augmentation de la masse monétaire au sens large est attribuable, à la fois, à la hausse des avoirs extérieurs nets (16,3 p.c.) et intérieurs nets (11,1 p.c.). L'accroissement des avoirs extérieurs nets a porté sur ceux de la Banque Centrale (56,4 p.c.), ceux des banques commerciales ayant baissé (-6,1 p.c.). L'accroissement du crédit intérieur a concerné aussi bien l'endettement net de l'Etat (+25,8 p.c.) que les créances sur l'économie (+5,3 p.c.).

**Tableau 10 : Evolution de la masse monétaire M3 et de ses contreparties (en MBIF)**

	juin-13	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14
M3	886 262,3	902 523,3	939 527,9	936 027,0	993 028,0
AEN	158 893,8	164 786,3	229 756,1	210 948,1	184 772,8
AIN	727 368,5	737 737,0	709 771,8	725 078,9	808 255,2
Crédit intérieur	968 117,7	1 009 378,1	972 302,3	981 822,8	1 078 043,7
Créances nettes sur l'Etat	285 314,8	291 609,8	274 749,0	288 452,9	359 018,2
Créances sur l'économie	682 802,9	717 768,3	697 553,3	693 369,9	719 025,5
Autres postes nets	-240 749,2	-271 641,1	-262 530,5	-256 743,9	-269 788,5
<b>Variations par rapport à juin 2013</b>					
M3		1,8	6,0	5,6	12,0
AEN		3,7	44,6	32,8	16,3
AIN		1,4	-2,4	-0,3	11,1
Crédit intérieur		4,3	0,4	1,4	11,4
Créances nettes sur l'Etat		2,2	-3,7	1,1	25,8
Créances sur l'économie		5,1	2,2	1,5	5,3
Autres postes nets		12,8	9,0	6,6	12,1

P: provisoire  
 Source: BRB

Comparée au trimestre précédent, la masse monétaire s'est accrue de 6,1 p.c., passant de 936.027,0 à 993.028,0 MBIF à fin juin 2014, suite à l'augmentation de 7,8 p.c., de la composante M2, les dépôts en devises des résidents ayant diminué de 2,7 p.c.

L'augmentation de la masse monétaire au sens large est liée à l'expansion de 11,5 p.c. des avoirs intérieurs nets, les avoirs extérieurs nets s'étant contractés de 12,4 p.c. La diminution des avoirs extérieurs nets a porté à la fois sur ceux de la Banque Centrale (-6,3 p.c.) et ceux des banques commerciales (-17,4 p.c.).



L'augmentation du crédit intérieur a concerné l'endettement net de l'Etat (+24,5 p.c.) et, dans une moindre mesure, les créances sur l'économie (+3,7 p.c.).

## 2.5. Situation du système bancaire et stabilité financière

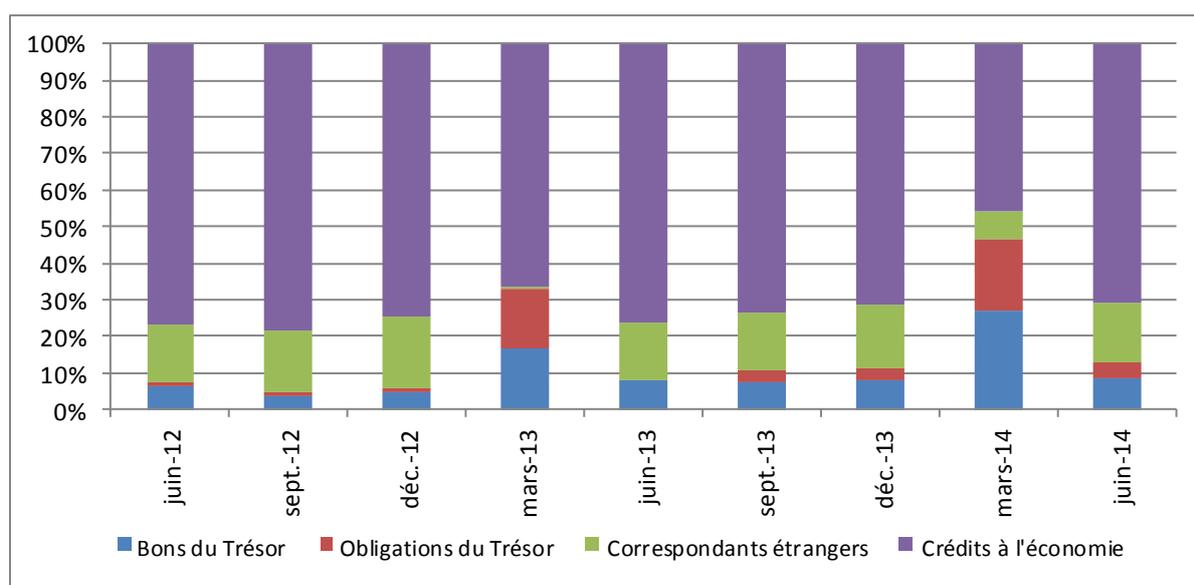
L'activité bancaire a enregistré une légère croissance et dispose d'une capitalisation adéquate. La rentabilité du secteur a régressé au cours du deuxième trimestre 2014 par rapport à la même période de l'année précédente. Egalement une légère croissance des crédits à l'économie a été observée au cours du deuxième trimestre de 2014 comparativement au deuxième trimestre de 2013.

Toutefois, comparée à la même période de l'année précédente, on observe une détérioration du portefeuille des banques au cours du deuxième trimestre 2014.

### 2.5.1 Evolution de l'activité bancaire

Le total des actifs des banques commerciales a augmenté de 17,3 p.c. à fin juin 2014 contre 12,4 p.c. enregistré à la même période de l'année précédente. La croissance des actifs des banques s'observe principalement au poste «titres du Trésor» dont l'encours est passé de 70.934,6 MBIF à 134.209,1MBIF de fin juin 2013 à fin juin 2014, soit une croissance de 89 p.c. La part des titres de l'Etat dans le total des actifs du secteur passe de 6,0 p.c. à fin juin 2013 à 9.4 p.c. à fin juin 2014.

Graphique 8: Répartition des grands postes de l'actif

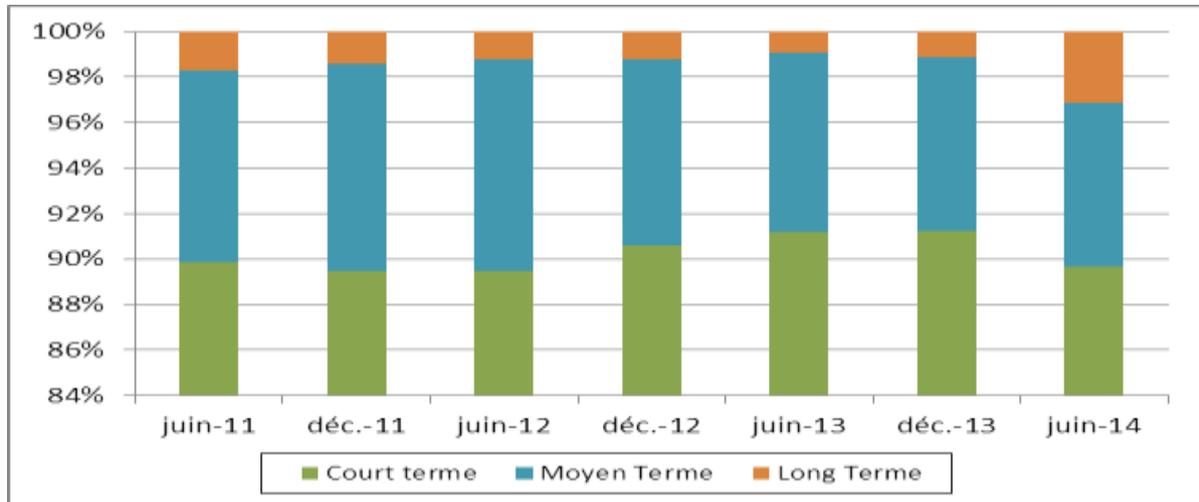


Source : BRB



A fin juin 2014, les dépôts de la clientèle sont évalués à 895.629,7 MBIF contre 872.048,5 MBIF à fin mars 2014, soit une croissance de 2,7 p.c. Ces derniers étaient évalués à 776.443,7MBIF à fin juin 2013.

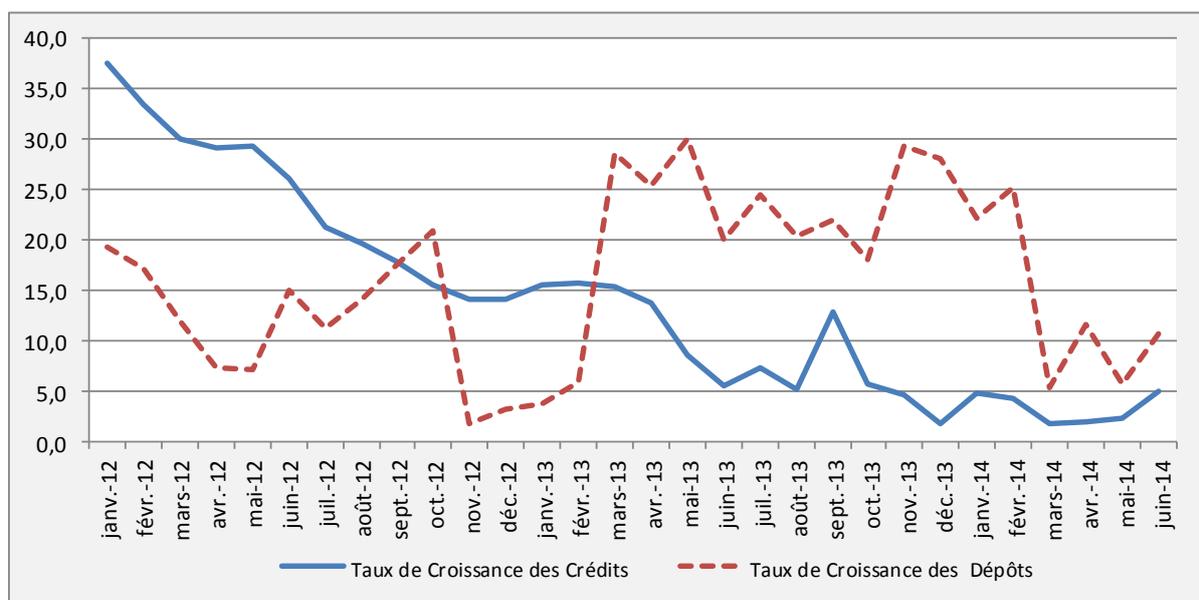
**Graphique 9 : Répartition des dépôts par terme**



Source : BRB

Les dépôts à court terme représentent 89,0 p.c. du montant global des dépôts tandis que les dépôts à moyen et long termes représentent respectivement 7,0 et 3,0 p.c.. Les dépôts de la clientèle sont donc largement dominés par les dépôts à court terme qui restent la principale ressource de financement pour les banques.

**Graphique 10: Evolution comparée des dépôts et des crédits**



Source : BRB



Comparé à la même période de l'année précédente le taux de croissance des crédits au second trimestre 2014 s'est maintenu à 6,3 p.c. Le ratio des prêts rapporté aux dépôts a chuté à 82 p.c. à fin juin 2014 par rapport à 89 p.c. à fin juin 2013, en liaison avec la croissance des dépôts qui a été plus importante que celle des crédits.

### 2.5.2. Répartition des crédits

Les crédits à l'économie ont augmenté dans la plupart des secteurs d'activités au cours du second trimestre de 2014. Tous les secteurs de l'économie ont bénéficié des crédits bancaires mais dans des proportions différentes. Le commerce, l'équipement, l'habitat, l'industrie et l'hôtellerie ont, à eux seuls, bénéficié de plus de 93 p.c. des crédits alloués (731.142,2 MBIF) et les autres secteurs partagent 7 p.c. restant (51.180MBIF).

Les crédits alloués au commerce accaparent 47,8p.c du volume global des crédits à fin juin 2014 (349.238 MBIF) mais avec une tendance à la baisse depuis l'année passée. Les banques commerciales continuent à orienter les crédits dans des secteurs comme les autres constructions, hôtellerie et tourisme, l'industrie et équipement.

**Tableau 11 : Ventilation des crédits par secteur d'activité (en % du total des crédits)**

	juin-13	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14
Habitat	7,4	7,2	6,8	6,9	6,8
Autres constructions	0,4	0,6	0,6	0,6	0,7
Industries	5,9	5,4	6,0	7,3	7,5
Commerce	55,4	52,2	52,0	49,9	47,8
Hôtellerie et Tourisme	3,2	4,2	3,7	4,7	4,4
Agriculture	0,4	0,6	0,4	0,4	0,4
Artisanat	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
Equipement	23,0	24,0	25,4	25,7	26,6
Café	0,3	1,4	1,0	0,5	1,2
Autres produits	2,1	2,5	1,8	2,4	2,7
Divers	1,9	1,8	2,2	1,4	1,8

Source : BRB



## 2.5.3. Principaux indicateurs de la santé financière

### a. Adéquation du capital

Le niveau des fonds propres des banques a baissé, revenant de 192.626 MBIF en mars 2014 à 188.246,7 MBIF suite à la faiblesse des résultats enregistrés au deuxième trimestre. Le ratio de solvabilité<sup>7</sup> du secteur bancaire s'est établi à 21,3 p.c. à fin juin 2014, presque le triple du minimum réglementaire de 8,0 p.c.

Graphique 11 : Evolution du ratio d'adéquation du capital



Source : BRB

Ce ratio<sup>8</sup> montre que les banques détiennent suffisamment de fonds propres pour couvrir les risques en fonction de leur exposition globale du bilan et du hors bilan.

### b. Qualité du portefeuille

Comparativement à fin juin 2013, la qualité du portefeuille crédits des banques s'est davantage détériorée à fin juin 2014. En effet, le niveau des créances impayées dans le secteur bancaire a augmenté de 32,2p.c.

A la fin du second trimestre 2014, les créances impayées dans les secteurs du commerce et de l'équipement représentent à eux seuls 96 p.c. du montant global des impayées

<sup>7</sup> Le ratio de solvabilité est défini par le rapport entre le montant des fonds propres nets d'une banque et celui de l'ensemble des risques qu'elle encourt du fait de ses opérations

<sup>8</sup> Ce ratio paraît très élevé parce qu'il ne prend en compte que l'exposition des banques au risque de crédits alors que, conformément aux meilleures pratiques internationales, il devrait prendre en compte aussi bien l'exposition des banques au risque de marché et au risque opérationnel



(82.846,0 MBIF) soit 74,0 p.c. et 22,0 p.c. respectivement en liaison avec l'importance des crédits alloués à ces secteurs.

**Tableau 12 : Ventilation des créances impayées par secteur d'activité (en % du total des crédits dans le secteur)**

	juin-13	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14
Habitat	1,1	1,0	0,7	0,7	0,6
Autres constructions	0,3	0,3	0,6	0,5	0,5
Industries	1,1	1,0	1,0	0,8	0,7
Commerce	74,0	72,1	72,0	73,2	73,9
Hôtellerie et Tourisme	0,0	0,6	0,0	0,7	0,6
Agriculture	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5
Artisanat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Equipement	21,7	23,1	23,9	22,4	22,2
Café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres produits	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
Divers	1,0	1,1	1,1	1,0	0,9

**Source : BRB**

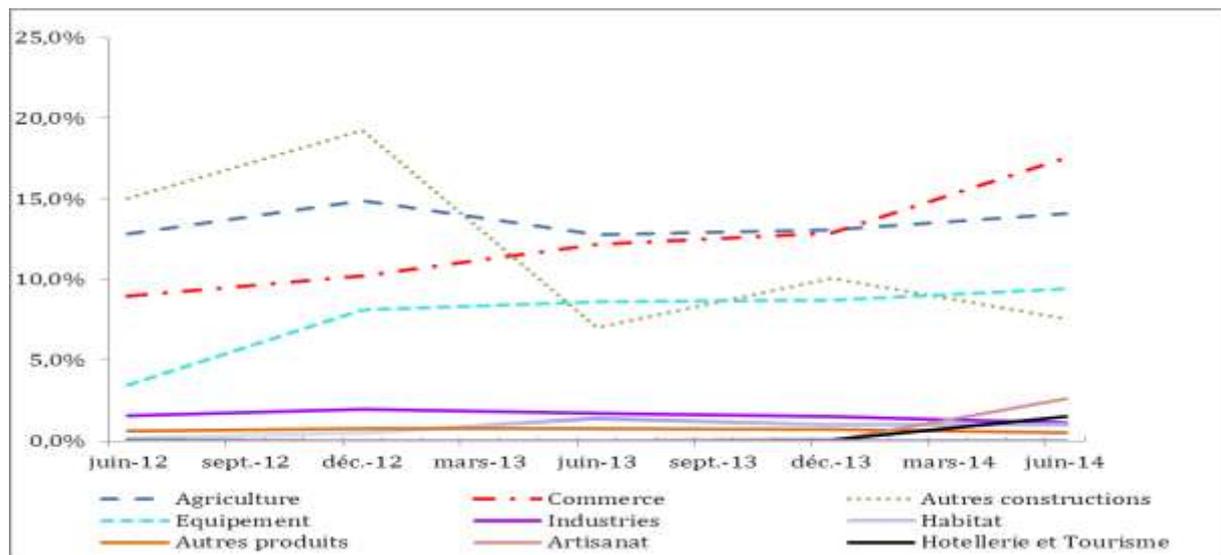
A part les secteurs comme l'habitat, l'industrie et les autres produits dont les créances impayées ont baissé, l'hôtellerie et tourisme, les autres constructions, le commerce et l'artisanat ont enregistré des niveaux des créances impayées relativement élevés. Le taux de croissance observé dans le secteur de l'hôtellerie et tourisme (23.149,2 p.c.) est relativement important par rapport aux autres secteurs. Toutefois, la part de ce secteur à fin juin 2014 dans le volume global des créances impayées (482,2 MBIF), soit 0,6p.c du total de ces créances (82.846,0 MBIF) reste relativement faible.

### **c. Détérioration du portefeuille et provisionnement**

En glissement annuel, le taux de détérioration du portefeuille crédit a légèrement augmenté passant de 9,1 p.c. à 11,3 p.c. à fin juin 2014. A fin juin 2014, le ratio des créances impayées dans les secteurs hôtellerie et tourisme, équipement et commerce et artisanat affiche une tendance à la hausse.



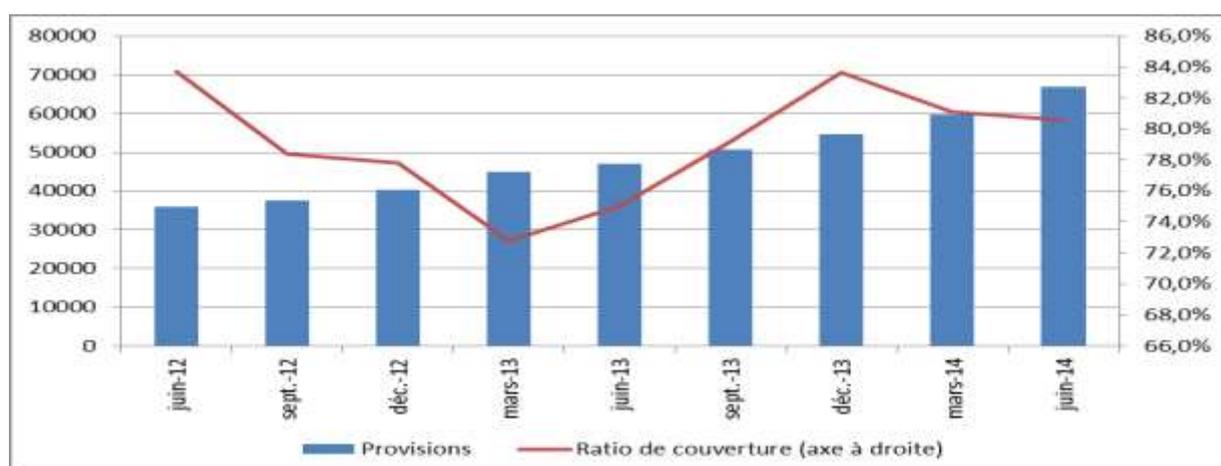
Graphique 12 : Evolution du ratio des créances impayées par secteur



Source : BRB

En raison de la détérioration de la qualité du portefeuille crédit principalement dans les secteurs ci hauts cités, les banques ont dû augmenter leurs provisions pour créances impayées. Ces dernières sont évaluées à fin juin 2014 à 66.768,3 MBIF. Le taux de provisionnement des créances impayées est passé de 74,5p.c à fin juin 2013 à 80,1p.c à fin juin 2014.

Graphique 13 : Evolution des provisions (en MBIF à gauche) et taux de provisionnement des créances impayées (en % à droite)



Source : BRB



### **c. La rentabilité des banques**

La rentabilité du secteur bancaire s'est dégradée. Le résultat net après impôts est en baisse au cours du second trimestre 2014. Il revient de 4.427,9 MBIF à fin mars 2014 à 1.981,8 MBIF à fin juin 2014, soit une baisse de plus de 55,3 p.c. Par ailleurs, au second trimestre de l'année précédente le résultat net était chiffré à 7.702 MBIF.

Le rendement moyen des actifs (ROA) des banques a sensiblement diminué au second trimestre revenant de 0,3p.c en mars 2014 à 0,04p.c en juin 2014, alors qu'il était à 0,8p.c à fin juin 2013.

De même, le rendement moyen des fonds propres (ROE) des banques a aussi connu une régression, revenant de 1,7p.c en mars 2014 à 0,3p.c en juin 2014. A la même période de l'année précédente, ce ratio était à 5p.c. Cette diminution des indicateurs de rentabilité a été largement influencée par la hausse des coûts d'exploitation et la constitution des provisions complémentaires.



### 3. CONCLUSION ET MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE

Dans un contexte de sortie difficile de la crise financière dont les effets continuent de peser sur l'ensemble de l'économie mondiale, les pays avancés maintiennent encore des politiques monétaires accommodantes pour accélérer le rythme de croissance.

Dans les pays avancés, après le recul de la croissance enregistré au premier trimestre de 2014, on a observé un regain de croissance au deuxième trimestre, avec une légère augmentation de l'inflation.

Dans les pays émergents, on a observé un regain de croissance et une décélération de l'inflation en dépit de l'augmentation des prix des produits énergétiques au cours du deuxième trimestre 2014.

Les économies africaines font preuve d'une dynamique de croissance soutenue par la demande intérieure, la reprise de l'économie mondiale et l'accroissement des échanges.

Au Burundi les actions de politique monétaire exercées par la Banque Centrale au cours du deuxième trimestre ont permis de contenir l'inflation à un niveau bas et de stabiliser le cours de change du franc Burundi.

Au cours du reste de l'année, la Banque restera vigilante sur les risques ou les chocs qu'engendreront les évolutions économiques mondiales, régionales et nationales qui pourront exercer des pressions inflationnistes afin de prendre à temps des mesures appropriées.

Ainsi, la Banque centrale suivra de près l'évolution des indicateurs macroéconomiques dont l'inflation et les taux d'intérêt de manière à conduire des opérations permettant d'assurer un rythme de croissance de la masse monétaire et des liquidités nécessaires et suffisantes au financement de l'économie pour soutenir la croissance.

A cet égard :

1° La BRB interviendra sur le marché monétaire pour réguler la liquidité bancaire en vue de contenir la croissance de la base monétaire dans les limites du Programme Economique et Financier;



- 2° Dans la perspective d'une politique monétaire prospective, la BRB entend élargir la gamme des instruments de politique monétaire pour accroître l'efficacité des taux d'intérêts et stimuler le financement des investissements à moyen et long termes;
- 3° La BRB continuera de veiller, dans le cadre de la coordination des politiques monétaire et budgétaire, au respect du plafond des avances à l'Etat dans les limites légales, avec pour objectif de les ramener à zéro en 2016 ;
- 4° La BRB continuera à intervenir sur le marché des changes pour minimiser les risques de volatilité du taux de change tout en privilégiant les mécanismes du marché pour déterminer le taux de change;
- 5° La BRB continuera de promouvoir l'accès aux services financiers tout en veillant à la stabilité et la solidité du système financier.



## ANNEXES

### ANNEXE 1 : Inflation au Burundi par principales composantes (en p.c.)

Mois	inflation globale	inflation alimentaire	inflation Hors alimentaire
janv-12	21,6	18,8	25,2
févr-12	22,0	16,5	28,8
mars-12	24,5	20,7	29,2
avr-12	25,2	21,9	29,3
mai-12	22,5	18,4	27,9
juin-12	17,3	12,5	23,3
juil-12	17,6	14,1	22,0
août-12	15,7	12,8	19,3
sept-12	14,3	9,7	19,8
oct-12	15,9	12,4	20,2
nov-12	11,7	6,5	18,4
déc-12	11,8	6,9	18,1
janv-13	7,6	7,1	8,1
févr-13	9,4	11,2	7,5
mars-13	6,9	9,1	4,3
avr-13	3,6	4,8	2,2
mai-13	6,2	6,8	5,6
juin-13	9,8	12,4	6,7
juil-13	9,6	11,5	7,4
août-13	8,2	9,0	7,3
sept-13	9,7	12,5	6,5
oct-13	7,3	8,4	6,0
nov-13	8,4	9,2	7,4
déc-13	9,0	10,7	7,1
janv-14	6,0	7,6	5,3
févr-14	5,9	6,4	5,3
mars-14	3,8	1,0	6,1
avr-14	4,7	1,6	7,6
mai-14	3,4	1,7	4,7
juin-14	3,3	1,7	4,6



## ANNEXE 2 : Balance des paiements (en MBIF)

	2 010	2 011	2 012	2 013
<b>A. Solde des biens</b>	<b>-414 956,7</b>	<b>-540 355,1</b>	<b>-831 383,8</b>	<b>-908 144,8</b>
Crédit	124 596,4	156 350,4	194 303,5	142 467,7
Débit	-539 553,1	-696 705,5	-1 025 687,3	-1 050 612,5
<b>B. Solde des services non facteurs</b>	<b>-109 359,7</b>	<b>-127 581,2</b>	<b>-171 295,0</b>	<b>-160 015,6</b>
Crédit	97 834,1	140 839,7	133 913,3	204 087,6
Débit	-207 193,8	-268 420,9	-305 208,3	-364 103,2
<b>C. Solde des revenus</b>	<b>-13 375,7</b>	<b>-22 055,2</b>	<b>-9 384,4</b>	<b>2 775,1</b>
Crédit	1 389,1	9 409,6	16 479,9	21 709,0
Débit	-14 764,8	-31 464,8	-25 864,3	-18 933,9
<b>D. Solde des transferts courants</b>	<b>167 259,0</b>	<b>332 372,2</b>	<b>644 102,2</b>	<b>672 544,0</b>
Crédit	183 949,7	349 447,6	658 427,9	697 315,5
Débit	-16 690,7	-17 075,4	-14 325,7	-24 771,5
<b>I. BALANCE COURANTE (A+B+C+D)</b>	<b>-370 433,1</b>	<b>-357 619,3</b>	<b>-367 961,0</b>	<b>-392 841,3</b>
<b>II. FINANCEMENT (y compris Erreurs et Omissions)</b>	<b>370 433,1</b>	<b>357 619,3</b>	<b>367 961,0</b>	<b>392 841,3</b>
<b>1. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPER. FINAN.</b>	<b>362 681,3</b>	<b>348 227,1</b>	<b>362 978,6</b>	<b>389 337,5</b>
A. COMPTE DE CAPITAL	95 897,6	121 656,1	221 681,7	161 531,1
B. COMPTE DES OPERATIONS FINANCIERES	266 783,7	226 571,0	141 296,9	227 806,4
1. INVESTISSEMENT DIRECTS	960,7	4 230,9	872,6	10 447,2
2. INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE	0,0	0,0	0,0	0,0
3. AUTRES INVESTISSEMENTS	289 089,1	202 307,0	212 673,7	235 319,1
3.1 Avoirs	-53 619,9	-59 037,4	-72 195,0	-71 296,0
3.2 Engagements	342 709,0	261 344,4	284 868,7	306 615,1
4. AVOIRS DE RESERVE	-23 266,1	20 033,1	-72 249,4	-17 959,9
<b>2. ERREURS ET OMISSIONS</b>	<b>7 751,8</b>	<b>9 392,2</b>	<b>4 982,4</b>	<b>3 503,8</b>
<b>PIB nominal en Mrds de BIF</b>		<b>2 849,7</b>	<b>3 493,2</b>	<b>3 963,7</b>
PIB en MBIF		2 849 700	3 493 200	3 963 700
Déficit courant en % du PIB		-12,5	-10,5	-9,9



### ANNEXE 3: Opérations financières de l'Etat(en MBIF)

Période	Recettes	Dons	Recettes et Dons	Dépenses	Solde global
2005	176 658,2	103 000,0	279 658,2	299 135,9	-19 477,7
2006	183 029,0	104 612,5	287 641,5	318 611,0	-30 969,5
2007	201 614,6	161 664,8	363 279,4	393 193,6	-29 914,2
2008	260 160,3	137 501,8	397 662,1	439 441,8	-41 779,7
2009	309 780,9	103 578,0	413 358,9	539 572,0	-126 213,1
2010	393 170,0	238 073,1	631 243,1	673 537,6	-42 294,5
2011	474 526,7	204 362,7	678 889,4	768 962,4	-90 073,0
2012	550 780,0	154 949,5	705 729,5	825 482,6	-119 753,1
2013	566 995,8	274 662,0	841 657,8	953 819,7	-112 161,9
2014, juin	302 027,9	100 993,4	403 021,3	521 046,3	-118 025,1



#### ANNEXE 4: Dette publique (en MBIF)

<b>Période</b>	<b>BRB</b>	<b>Bons et Obl.</b>	<b>Dette intérieure Totale</b>	<b>Dette extérieure</b>	<b>Dette Publique Totale</b>
janv-12	258 675,40	125 988,30	384 663,70	495 472,30	880 136,00
févr-12	254 875,70	120 672,00	375 547,70	507 695,90	883 243,60
mars-12	276 195,10	114 872,00	391 067,10	506 374,20	897 441,30
avr-12	286 322,30	110 765,80	397 088,10	506 162,50	903 250,60
mai-12	267 087,70	117 922,00	385 009,70	508 948,70	893 958,40
juin-12	283 284,50	116 542,00	399 826,50	512 211,80	912 038,30
juil-12	301 897,10	103 802,00	405 699,10	530 644,70	936 343,80
août-12	312 985,30	99 762,00	412 747,30	537 914,30	950 661,60
sept-12	299 656,50	104 393,60	404 050,10	546 094,10	950 144,20
oct-12	326 113,50	108 962,00	435 075,50	553 681,20	988 756,70
nov-12	351 175,40	100 891,70	452 067,10	593 102,00	1 045 169,10
déc-12	410 025,00	110 771,10	520 796,10	607 681,40	1 128 477,50
janv-13	408 323,60	112 002,60	520 326,20	620 765,60	1 141 091,80
févr-13	406 622,10	106 817,90	513 440,00	645 744,50	1 159 184,50
mars-13	404 920,60	107 688,30	512 608,90	618 342,60	1 130 951,50
avr-13	414 405,30	103 273,30	517 678,60	613 374,90	1 131 053,50
mai-13	401 517,80	133 353,70	534 871,50	605 337,70	1 140 209,20
juin-13	399 816,40	141 257,40	541 073,80	607 524,40	1 148 598,20
juil-13	398 115,00	173 202,10	571 317,10	611 190,00	1 182 507,10
août-13	398 115,00	168 475,70	566 590,70	610 187,70	1 176 778,40
sept-13	397 498,70	172 397,40	569 896,10	611 194,40	1 181 090,50
oct-13	403 716,10	183 386,20	587 102,30	615 766,80	1 202 869,10
nov-13	418 138,00	182 043,70	600 181,70	611 327,90	1 211 509,60
déc-13	396 574,30	182 925,50	579 499,80	613 627,20	1 193 127,00
janv-14	396 574,30	179 685,10	591 555,90	624 427,90	1 215 983,80
févr-14	395 958,00	185 131,70	598 077,40	629 229,90	1 227 307,30
mars-14	404 471,00	186 023,50	608 272,70	612 432,22	1 220 704,92
avr-14	409 906,30	215 257,68	643 969,48	614 881,49	1 258 850,97
mai-14	411 110,10	220 481,00	649 385,10	616 576,78	1 265 961,88
juin-14	434 035,20	220 451,60	672 246,80	625 956,90	1 298 203,70



## ANNEXE 5 : Liquidité bancaire (en MBIF)

<b>Période</b>	<b>Liquidité bancaire</b>	<b>Interventions de la BRB</b>
janv-12	3 142	16 247
févr-12	-10 184	26 317
mars-12	- 9 372	32 715
avr-12	-25 742	49 451
mai-12	-30 514	47 555
juin-12	-41 168	50 178
juil-12	-36 999	31 133
août-12	- 29 576	28 986
sept-12	- 17 129	17 811
oct-12	- 3 670	17 540
nov-12	8 184	16 587
déc-12	27 448	4 137
janv-13	35 658	366
févr-13	15 889	25 936
mars-13	15 042	14 438
avr-13	23 343	3 559
mai-13	39 898	-
juin-13	43 004	189
juil-13	40 465	1 147
août-13	35 855	1 161
sept-13	57 558	1 525
oct-13	46 848	1 326
nov-13	49 424	338
déc-13	52 036	-
janv-14	60 626	149
févr-14	54 608	79
mars-14	64 293	-19 030
avr-14	66 185	651
mai-14	74 685	-
juin-14	75 387	379



## ANNEXE 6 : Taux d'intérêt du marché monétaire (en p.c.)

Mois	Taux du marché interbancaire	Taux de facilité de prêt marginal	Taux d'apport de liquidité	Taux de reprise de liquidité	Taux des bons du Trésor à 13 semaines
janv-12	11,44	14,49	-	10,8	11,26
févr-12	11,82	13,23	-	-	10,50
mars-12	11,23	14,25	-	-	11,05
avr-12	11,36	14,63	13,30	-	11,85
mai-12	11,74	14,28	13,55	-	11,49
juin-12	12,50	15,04	13,86	-	12,19
juil-12	13,03	15,24	13,90	-	12,25
août-12	13,02	15,35	13,13	-	12,37
sept-12	13,02	14,79	12,59	-	10,91
oct-12	12,83	13,59	12,25	-	10,74
nov-12	12,43	14,13	12,54	-	11,05
déc-12	12,29	13,77	-	-	11,19
janv-13	11,72	14,77	-	-	12,04
févr-13	11,93	13,44	11,25	-	10,42
mars-13	11,92	11,99	-	-	8,28
avr-13	11,49	12,47	-	-	9,17
mai-13	9,69	11,74	-	-	9,00
juin-13	9,14	9,68	-	-	7,20
juil-13	9,54	9,98	-	-	6,79
août-13	10,10	10,36	-	-	7,62
sept-13	9,57	10,72	-	-	7,32
oct-13	10,08	11,45	-	-	9,38
nov-13	10,00	13,00	-	-	9,79
déc-13	9,48	12,50	-	-	9,33
janv-14	8,64	10,52	-	-	7,60
févr-14	8,90	10,25	-	-	7,25
mars-14	9,00	10,52	-	-	7,67
avr-14	9,42	12,03	-	-	9,04
mai-14	9,03	10,40	-	-	8,13
juin-14	8,01	10,95	-	-	7,87



## ANNEXE 7: Indicateurs d'activité du secteur bancaire (en p.c.)

Période	Taux de Croissance des Crédits	Taux de Croissance des Dépôts	Taux de Croissance de l'Actif
janv-12	37,5	19,3	14,4
févr-12	33,5	17,1	13,4
mars-12	30,0	12,0	13,8
avr-12	29,2	7,4	13,6
mai-12	29,3	7,2	11,9
juin-12	26,0	15,0	14,3
juil-12	21,3	11,2	9,6
août-12	19,7	14,1	9,3
sept-12	17,9	17,4	10,6
oct-12	15,6	20,9	10,6
nov-12	14,1	1,7	8,8
déc-12	14,1	3,2	10,0
janv-13	15,6	3,8	14,0
févr-13	15,8	5,9	12,6
mars-13	15,3	28,6	15,9
avr-13	13,8	25,4	15,8
mai-13	8,5	30,1	14,2
juin-13	5,6	20,0	12,4
juil-13	7,4	24,6	18,1
août-13	5,2	20,3	17,2
sept-13	12,9	22,0	18,4
oct-13	5,7	18,0	17,3
nov-13	4,7	29,3	17,0
déc-13	1,9	28,1	18,1
janv-14	4,8	22,1	13,0
févr-14	4,3	25,1	16,2
mars-14	1,7	5,4	12,1
avr-14	2,0	11,7	16,7
mai-14	2,4	5,8	15,4
juin-14	5,0	10,7	17,3



## ANNEXE 8 : Principaux indicateurs de santé financière (en MBIF et p.c.)

Mois	Actifs Pondérés des risques	Fonds propres	Minimum réglementaire (8%)	Ratio de solvabilité
janv-12	704 701,60	138 417,80	8%	19,60%
févr-12	706 967,30	139 442,70	8%	19,70%
mars-12	724 691,60	143 191,30	8%	19,80%
avr-12	723 596,10	144 360,80	8%	20,00%
mai-12	750 594,20	144 533,80	8%	19,30%
juin-12	770 507,80	145 506,20	8%	18,90%
juil-12	767 382,10	146 368,50	8%	19,10%
août-12	799 174,40	147 229,30	8%	18,40%
sept-12	803 964,20	158 762,60	8%	19,70%
oct-12	819 626,00	160 411,80	8%	19,60%
nov-12	812 798,00	160 411,80	8%	19,70%
déc-12	802 460,50	162 275,00	8%	20,20%
janv-13	829 648,50	176 156,70	8%	21,20%
févr-13	842 848,20	176 912,50	8%	21,00%
mars-13	849 383,40	178 905,10	8%	21,10%
avr-13	877 348,70	180 402,80	8%	20,60%
mai-13	836 682,60	181 858,90	8%	21,70%
juin-13	841 521,30	183 757,30	8%	21,80%
juil-13	862 614,90	183 879,10	8%	21,30%
août-13	851 321,40	185 849,30	8%	21,80%
sept-13	939 541,40	186 537,20	8%	19,90%
oct-13	855 232,90	187 298,60	8%	21,90%
nov-13	865 597,60	191 675,90	8%	22,10%
déc-13	893 538,40	189 458,20	8%	21,20%
janv-14	889 435,10	185 168,30	8%	20,80%
févr-14	854 140,80	185 151,20	8%	21,70%
mars-14	879 279,60	192 626,20	8%	21,90%
avr-14	865 035,10	192 626,20	8%	22,00%
mai-14	869 062,70	190 552,60	8%	22,10%
juin-14	885 832,40	188 246,70	8%	21,30%